

## 4.4 LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES

En 2024, 118 200 affaires ont été portées devant les conseils de prud'hommes (CPH), en hausse par rapport à 2023 (+ 9 %). On compte 100 100 affaires au fond (+ 11 % par rapport à 2023) et 18 100 référés dont le volume est quasi identique à 2023.

Le nombre d'affaires terminées augmente également en 2024 (+ 4 % par rapport à 2023) et s'élève à 106 500. Le nombre d'affaires au fond (89 000) est en hausse de 5 % tandis que celui des affaires de référés (17 500) baisse de 1 %.

Le stock d'affaires s'accroît, les affaires nouvelles ayant été plus nombreuses que les affaires terminées en 2024. Ce stock s'élève à 142 600 affaires fin décembre 2024. Il est composé de 137 500 affaires au fond et de 5 100 référés.

Le délai moyen de traitement des affaires (fond et référés) s'établit à 13,7 mois en 2024. Plus précisément, un quart des affaires a requis moins de 3,4 mois, la moitié moins de 10,7 mois et les trois-quarts moins de 19,2 mois. Ce délai est respectivement de 15,8 mois pour les affaires au fond (en baisse de 27 jours) et de 2,7 mois pour les référés, délai identique à 2023.

7 700 affaires se sont terminées par un départage. Le taux de départage, ratio entre le nombre d'affaires terminées par départage et le nombre d'affaires terminées avec délibéré, s'établit à 15 % en 2024 et diminue de 1 point par rapport à 2023, où il s'élevait à 16 %.

## Définitions et méthodes

Le conseil de prud'hommes (CPH) est une juridiction spécialisée de l'ordre judiciaire. Il a été profondément réformé par la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.

La mission du CPH est de régler les différends entre employeurs et salariés sur les contrats de travail. Il existe au moins un CPH dans le ressort de chaque tribunal judiciaire. Jusqu'au 31 décembre 2017, le CPH était une juridiction élective : les conseillers prud'homaux étaient élus parmi les employeurs et les salariés. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les conseillers sont nommés pour 4 ans par le ministre de la justice et le ministre du travail sur proposition des organisations syndicales et professionnelles.

Le CPH est une juridiction paritaire : il est composé, ainsi que ses différentes formations, d'un nombre égal de salariés et d'employeurs. Il doit également respecter la parité femme/homme. Son président est alternativement un salarié ou un employeur.

Le CPH est divisé en cinq sections autonomes : encadrement, industrie, commerce, agriculture et activités diverses. À l'intérieur de chaque section, il peut comporter plusieurs chambres.

Chaque section (ou chaque chambre de section) comporte deux bureaux :

- *le bureau de conciliation et d'orientation*, composé d'un conseiller employeur et d'un conseiller salarié, dont la mission est de tenter de trouver une solution amiable au litige ;
- *le bureau de jugement*, composé de deux conseillers employeurs et de deux conseillers salariés, dont la mission est de trancher le litige en cas d'échec de la tentative de conciliation.

En cas d'échec de la conciliation, le bureau de conciliation et d'orientation peut :

- 1° renvoyer les parties devant le bureau de jugement normalement composé ;
- 2° si le litige porte sur un licenciement ou sur une demande de résiliation judiciaire du contrat de travail, renvoyer les parties, avec leur accord, devant le bureau de jugement en formation restreinte, lequel doit statuer dans un délai de trois mois ;
- 3° renvoyer les parties, si elles le demandent ou si la nature du litige le justifie, devant le bureau de jugement en formation de départage (voir *infra*) ;
- 4° enfin, en cas de non-comparution d'une partie sans motif légitime, juger l'affaire et statuer en tant que bureau de jugement en formation restreinte.

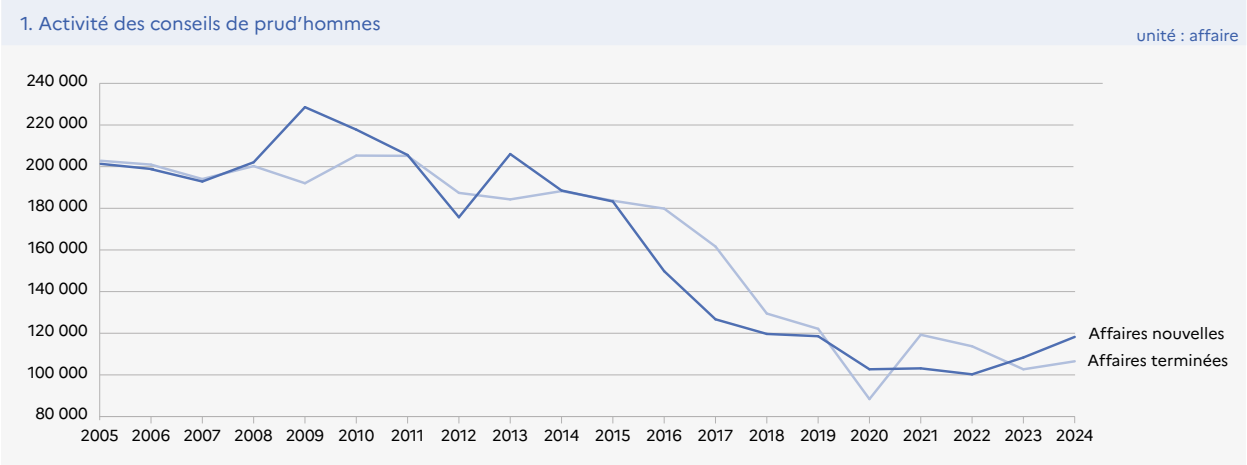
Le CPH comporte également une formation de référé, composée d'un conseiller employeur et d'un conseiller salarié, apte à prendre des mesures urgentes, conservatoires ou de remises en état.

Le **départage** est le recours pour les affaires en partage de voix à un magistrat professionnel, un juge du tribunal judiciaire, qui fait office de **juge départiteur** pour présider une formation du conseil de prud'hommes afin de dégager une majorité pour prendre une décision.

Champ : France.

Source : ministère de la justice, SG, SSER, exploitation statistique du Répertoire général civil.

Pour en savoir plus : Études et statistiques | Ministère de la justice



2. Activité des conseils de prud'hommes

unité : affaire

	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Toutes affaires nouvelles</b>	<b>102 696</b>	<b>103 141</b>	<b>100 268</b>	<b>108 358</b>	<b>118 239</b>
Taux d'évolution (en %)	- 13,4	+ 0,4	- 2,8	+ 8,3	+ 9,1
<b>Affaires au fond</b>	<b>86 971</b>	<b>88 376</b>	<b>83 565</b>	<b>90 271</b>	<b>100 109</b>
Taux d'évolution (en %)	- 12,1	+ 1,6	- 5,4	+ 8,0	+ 10,9
<b>Référés<sup>(1)</sup></b>	<b>15 725</b>	<b>14 765</b>	<b>16 703</b>	<b>18 087</b>	<b>18 130</b>
Taux d'évolution (en %)	- 20,0	- 6,1	+ 13,1	+ 9,8	+ 0,2
<b>Toutes affaires terminées</b>	<b>88 389</b>	<b>119 265</b>	<b>113 744</b>	<b>102 689</b>	<b>106 530</b>
Taux d'évolution (en %)	- 27,6	+ 34,9	- 4,6	- 9,7	+ 3,7
<b>Affaires au fond</b>	<b>72 664</b>	<b>104 500</b>	<b>97 265</b>	<b>84 941</b>	<b>88 986</b>
Taux d'évolution (en %)	+ 29,1	+ 43,8	- 6,9	- 12,7	+ 4,8
<b>Référés</b>	<b>15 725</b>	<b>14 765</b>	<b>16 479</b>	<b>17 748</b>	<b>17 544</b>
Taux d'évolution (en %)	- 20,0	- 6,1	+ 11,6	+ 7,7	- 1,1
<b>Délai moyen (en mois)</b>					
<b>Toutes affaires</b>	<b>15,5</b>	<b>16,3</b>	<b>15,4</b>	<b>14,3</b>	<b>13,7</b>
<b>Affaires au fond</b>	<b>18,2</b>	<b>18,2</b>	<b>17,6</b>	<b>16,7</b>	<b>15,8</b>
<b>Référés</b>	<b>3,1</b>	<b>2,5</b>	<b>2,4</b>	<b>2,7</b>	<b>2,7</b>
<b>Affaires en cours au 31 décembre</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>123 213</b>	<b>129 286</b>	<b>142 617</b>
Évolution du stock	+ 15 177	- 16 122	- 10 059	+ 6 073	+ 13 331
<b>Affaires au fond</b>	<b>149 394</b>	<b>133 272</b>	<b>119 270</b>	<b>124 862</b>	<b>137 502</b>
Évolution du stock	+ 15 177	- 16 122	- 14 002	+ 5 592	+ 12 640
<b>Référés</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>3 943</b>	<b>4 424</b>	<b>5 115</b>
Évolution du stock	nd	nd	so	+ 481	+ 691
<b>Age moyen du stock au 31/12 (en mois)</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>16,4</b>	<b>16,1</b>	<b>16,0</b>
<b>Affaires au fond</b>	<b>16,3</b>	<b>16,7</b>	<b>16,8</b>	<b>16,5</b>	<b>16,4</b>
<b>Référés</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>4,3</b>	<b>5,0</b>	<b>6,0</b>
<b>Actes de greffe</b>	<b>95 552</b>	<b>110 565</b>	<b>117 366</b>	<b>107 552</b>	<b>96 843</b>
Dépôts de règlements intérieurs et accords d'entreprise effectués	66 698	71 970	80 938	77 935	70 290
Déclarations d'appel enregistrées	20 731	27 529	26 621	20 717	18 348
Autres	8 123	11 066	9 807	8 900	8 205

<sup>(1)</sup> jusqu'en 2021, le volume de nouveaux référés est estimé par celui des référés terminés

3. Affaires au fond terminées selon le délibéré

unité : affaire

	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Total</b>	<b>72 664</b>	<b>104 500</b>	<b>97 265</b>	<b>84 941</b>	<b>88 986</b>
<b>Sans délibéré</b>	<b>28 894</b>	<b>40 509</b>	<b>38 126</b>	<b>35 585</b>	<b>38 510</b>
<b>Avec délibéré</b>	<b>43 770</b>	<b>63 991</b>	<b>59 139</b>	<b>49 356</b>	<b>50 476</b>
Affaires jugées sans départage	34 593	53 234	49 146	41 259	42 792
Affaires jugées avec départage	9 177	10 757	9 993	8 097	7 684
Taux de départage (en %)	21,0	16,8	16,9	16,4	15,2